

JUILLET CHAUD SUR LE FRONT SOCIAL

Pas de vacances pour la contestation

Juillet, cette année, contrairement à la tradition, n'aura pas été le mois du farniente. Alors que le gouvernement, croyant avoir réussi à éteindre durablement le brasier social, s'autorise un congé, l'ébullition socioprofessionnelle ajoute à la canicule ambiante.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Il était attendu que les augmentations salariales ordonnées tous azimuts par le gouvernement pour éviter que n'éclosent ici les bourgeois turgescents du «Printemps arabe» allaient créer un effet domino.

Dès lors que certains secteurs et catégories professionnelles ont été servis, sitôt qu'ils aient fait preuve de capacité d'agitation syndicale, il était prévisible que d'autres salariés allaient exprimer la même demande et agir de la même manière. C'est ainsi que, pour le seul mois de juillet, cinq grands mouvements de contestation ont meublé la chronique sociale.

Le plus spectaculaire et le plus éprouvant pour le gouvernement était le débrayage de quatre jours du personnel navigant commercial (PNC) d'Air Algérie, tant c'était toute l'image du pays qui en avait pris un coup.

Les répercussions de cette grève étaient tellement

négligées quant à l'image du pays à l'étranger, notamment en France où l'on ne s'était pas privé de faire dans la pique surnoise, que le Premier ministre Ahmed Ouyahia s'y était impliqué personnellement. On connaît la suite : la grève a été suspendue et, de suite, des négociations salariales ont été entamées. Cependant, il n'est pas certain que la négociation entre le PNC et la direction générale de la compagnie aérienne nationale aboutisse à des résultats tangibles.

Le PNC réclame une revalorisation salariale de l'ordre de 106% ainsi que l'élaboration d'un statut qu'il désire équivalent à celui des pilotes.

La direction générale d'Air Algérie, craignant assurément un effet d'entraînement, si elle viendrait à accéder à la doléance du PNC, a estimé que la revalorisation salariale de l'ordre de 20% est largement satisfaisante.

Le conflit n'est donc pas totalement désamorcé. Si la grève du PNC en haute sai-



Les répercussions de la grève du PNC étaient très négatives.

son estivale a suscité la réaction et l'intervention diligentes du Premier ministre et du gouvernement, il n'en est pas de même du reste des mouvements syndicaux qui garnissent le mois.

Les personnels des administrations communales qui, opérant des débrayages cycliques depuis plusieurs semaines, ne trouvent toujours pas oreille attentive. Idem pour les anesthésistes, ces laissés-pour-compte des hôpitaux algériens, qui réclament un statut et un classement à un échelon salarial

plus haut. Le ministre de la Santé, Djamel Ould-Abbès reste toujours sourd à leurs revendications. Les agents du service de protection du patrimoine de la SNTF ne sont pas logés à une meilleure enseigne.

La direction de la SNTF tardant à prendre en charge leur revendication — la permanisation —, ils menacent de paralyser le rail dès aujourd'hui. Un aléa de plus à vivre pour les voyageurs qui, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, subissent de plein fouet le débrayage des

transporteurs routiers. Les opérations escargot, organisées depuis plusieurs jours par les transporteurs de la wilaya en guise de protestation contre la délocalisation de l'ancienne gare routière vers une gare qu'ils considèrent inadéquate, mettent à rude épreuve les nerfs et la patience des usagers de la route.

Toutes ces grèves, survenant de surcroît en juillet, ne semblent pas trop incommoder un gouvernement qui profite bien de ses vacances. Sa rentrée n'est

prévue que pour le début août, lequel mois coïncidera cette année avec le Ramadan. Et l'on sait que durant le mois de carême, le gouvernement s'occupe à prêter devant le chef de l'Etat qui aime auditionner ses ministres.

Autrement dit, les ministres se préoccupent plus de leur copie à présenter au président Bouteflika que de la gestion à proprement parler de leurs secteurs.

La prise en charge des revendications exprimées par plusieurs entités de salariés peut attendre. De plus, la rentrée sociale, cette année, est dédiée aux réformes politiques annoncées par le chef de l'Etat, notamment la révision de la Constitution.

Des réformes politiques que le pouvoir entend comme un couronnement de ses efforts pour l'instauration d'une paix sociale.

Un pari difficile, tant est que les augmentations de salaires octroyées principalement pour les fonctionnaires ont, à l'inverse des résultats escomptés par le gouvernement, stimulé la grogne syndicale. Juillet en a apporté la preuve irréfragable.

S. A. I.

SAÏD SADI À TIGZIRT :

«Le dialogue initié par le pouvoir est une plaisanterie»

Le D^r Saïd Sadi intensifie ces derniers jours le rythme de ses rencontres avec la société civile, notamment dans la région centre. Après les habitants de Boghni vendredi, ce fut au tour de ceux de Tigzirt, hier, de débattre avec le président du RCD de la politique nationale, mais aussi de leurs préoccupations quotidiennes.

C'est une autre façon de faire la politique chez le leader du RCD. Le président du Rassemblement qui a toujours privilégié les rencontres de proximité, des rencontres qu'il a déjà initiées lors de sa première campagne présidentielle, a été, hier, un jour après Boghni, l'hôte de la ville de Tigzirt, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

D'emblée, et comme le regroupement national des jeunes militants de son parti se tient à Tigzirt pour une semaine et que ces mêmes militants sont venus des quatre coins du pays, le D^r Saïd Sadi informe l'assistance qu'il parlerait « dans toutes les langues du pays ».

«Les Algériens sont inquiets. Pourquoi le vent de liberté souffle sur certains pays et pas sur le nôtre. Tous les pays avancent et non le nôtre», dit-il. Pour le leader du RCD, qui pense qu'il ne faut pas se leurrer et dire que tout va bien, «il faut qu'on invente de nouvelles

structures pour rétablir la communication diverse, avoir un lien direct avec le citoyen et rétablir un lien social».

Se voulant optimiste, l'orateur lance devant la foule nombreuse, venue l'écouter et le questionner, «L'Algérie va changer». «Il n'est pas possible que ça change en Tunisie, en Egypte et que les choses avancent au Maroc, mais pas chez nous», ajoute le D^r Saïd Sadi.

Le dialogue initié par le pouvoir est, pour l'hôte de Tigzirt, «une plaisanterie». «On ne demande pas à Bensalah de mener le débat et ensuite, de soumettre ce dernier, au président de la République qui en décide-ra».

Poursuivant son réquisitoire contre le pouvoir, le président du parti, cher à feu Mustapha Bacha ajoute, «On ne peut pas changer un système de l'intérieur. Dans les années 1950, des algériens l'ont fait, tous les partis

algériens l'ont aussi fait, y compris nous et le FFS qui a intégré le gouvernement Hamrouche et d'autres. Tout le monde a compris, à un moment ou un autre, qu'on ne peut pas changer quelque chose de l'intérieur».

Le D^r Sadi est convaincu que «le changement viendra». La façon ? «Soit d'une manière calme et sereine, soit d'une manière violente». L'orateur qui a été interrompu par l'arrivée du président du NDI (National Democratic Institute) qui n'est autre qu'un des conseillers du président américain, Barack Obama, venu le saluer, a étonné plus d'un. Le D^r Sadi nous a révélé qu'il maîtrise, à la perfection, la langue de Shakespeare.

Par ailleurs, il apprend à l'assistance, qu'il est en train d'écrire un livre à l'occasion du 50^e anniversaire de l'indépendance. «Préparez-vous à un autre chahut», lance-t-il. La référence est faite, à la polémique qu'a suscitée son livre sur le colonel Amirouche. Fustigeant toujours le pouvoir en place, le président du RCD qui a réussi à entrer en contact avec le Pnud pour le traitement de la question des

ordures ménagères et qui a réussi à mobiliser des fonds, avant qu'il ne confie le dossier à l'APW de Tizi-Ouzou, a vu tous ses sacrifices vains, dira, «c'est Ouyahia qui a tout bloqué».

Concernant les manifestations régulières de ces derniers temps, «il faut qu'on leur donne un sens puisqu'on connaît les revendications de ces jeunes», dit Saïd Sadi, avant d'ajouter que «la politique du pouvoir est une politique d'affolement et non d'apaisement».

Enfin, et pour ce qui est de la politique étrangère, «il faut analyser le discours d'Accra d'Obama».

Quoique celui d'Egypte est une référence lui aussi. Pour le leader démocrate, «le monde a compris que sans la démocratie au Sud, il n'y aura pas de coopération stable et sérieuse et même de paix».

En outre, et en marge de sa conférence, le D^r Saïd Sadi a consacré plus de deux heures de temps aux citoyens qui lui posaient tous genres de questions, même celles relatives à la gestion locale. L'hôte de la cité balnéaire, pour qui, «il n'y a pas de question tabou», a répondu aux attentes de tout le monde.

K. Bougdal

ALLÉGATIONS DE TRANSPORT

D'ARMES POUR TRIPOLI

Alger dément catégoriquement

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, a opposé hier, un démenti catégorique aux allégations de certains médias quant au transit par le port de Djen Djen (Jijel) d'un navire transportant des armes en direction de tripoli.

«Le ministère des Affaires étrangères dément catégoriquement ces allégations», a affirmé Belani à l'APS qui l'a interrogé.

La déclaration du ministère des affaires étrangères est venue en réaction à une information rapportée par l'agence de presse Reuters et qui a trait à une supposée enquête américaine sur un bateau transportant des armes pour le régime de Kadhafi.

L'agence a cité comme source un responsable du département d'Etat américain qui aurait affirmé : «Nous avons entendu qu'un bateau transportant des armes pour le régime de Kadhafi avait récemment été autorisé à amarrer en Algérie et que ces armes sont actuellement transportées par voie terrestre vers la Libye», ajoutant que «l'administration américaine est en train de travailler à vérifier ces affirmations qui viennent juste de nous parvenir. Si elles étaient vraies, cela constituerait une violation de la résolution 1970 et 1973 du conseil de sécurité de l'ONU».

Le responsable du département américain cité par Reuters souligne, notons le bien, que des informations leur sont parvenues. Autrement dit, les Américains ont été alertés de la chose. La question qui se pose alors, est de savoir qui est l'auteur de cette allégation.

Les regards se braquent forcément vers le Conseil national de transition libyen (CNT) qui, par le passé, avait accusé ouvertement l'Algérie de fournir le régime de Tripoli en mercenaires.

Des allégations que l'Algérie a eu à démentir à maintes reprises. Plusieurs diplomates occidentaux, de passage à Alger, ont soutenu qu'ils n'accordaient aucun crédit aux allégations du CNT, l'Algérie, selon eux, observait scrupuleusement les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. D'ailleurs, l'histoire des mercenaires a fait long feu.

S. A. I.